

du pays. Ces erreurs se répèteront encore si nous ne mettons pas un arrêt à tout cela. Le gouvernement ne réussira pas à tuer le virus bien portant de la montée des prix, tant qu'il ne prendra pas la peine de sortir de ce système financier qui ne correspond réellement pas aux faits réels de la production et de la consommation.

Pour faire face à la hausse des prix, il faut également augmenter le pouvoir d'achat sans par contre réduire les prix. Il faut alors distribuer plus d'argent aux consommateurs.

Or, on se rend compte que le système ne distribue de l'argent que moyennant la participation à la production comme, par exemple, le versement de salaires aux employés ou de dividendes aux actionnaires. Alors, tout cet argent entre dans les prix.

La comptabilité du système monétaire actuel est réellement fautive. Seule une comptabilité intégrée corrigerait l'inflation sans nuire aux intérêts légitimes des gens. Madame le président, une comptabilité monétaire intégrée, conforme aux réalités, c'est ce qui mettrait en application les données financières exposées par l'ingénieur économiste C. H. Douglas, il y a un demi-siècle, et connues sous le nom de *Crédit social*. Si cette comptabilité avait été faite, je suis assuré que cette réforme aurait évité bien des changements à la population canadienne.

Le seul fait de la hausse des prix est une attestation de la fausseté du système. A mon avis, madame le président, si le système financier était véritablement conforme à la réalité, il n'y a aucun doute que non seulement nous n'aurions pas de prix inflationnistes, mais au contraire la population connaîtrait une baisse graduelle des prix, à mesure que le progrès dans la technique et les procédés de production augmenteraient, et faciliterait en même temps la production.

Il n'y a aucun doute, nous savons tous que la fonction essentielle d'un organisme économique sain est avant tout de fournir et livrer des biens répondant aux besoins normaux de la population, qu'il s'agisse des besoins privés ou encore des besoins publics.

Puis-je signaler qu'il est 5 heures, madame le président?

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Il n'y a pas d'heure des députés aujourd'hui.

M. Gauthier (Roberval): Si alors la fonction est remplie, où est l'inflation? Où est l'inflation quand ce sont les faits qui gouvernent le comportement de la finance? D'ailleurs, le but du *Crédit social* est justement de faire du système financier un mécanisme assez souple pour se plier au réel, un système qui puisse suivre l'économie dans tous ses développements jusqu'à n'importe quel degré de mécanisation, d'automatisation, un système financier de service et non d'entrave ou de domination. Les relations entre l'inflation et le chômage constituent depuis plusieurs années l'une des questions les plus controversées de l'analyse économique. D'ailleurs, actuellement au Canada, nous connaissons un problème de chômage beaucoup trop élevé et aussi une pénurie de biens de consommation. On constate de plus que l'honorable ministre des Finances (M. Turner) ne s'est pas trompé lors de ses prédictions au cours de l'automne dernier, lorsqu'il disait qu'il y aurait en effet une augmentation du taux de chômage au cours des prochains mois et une diminution de la production d'ici la fin de l'année. Au fur et à mesure, on s'aperçoit que plus le gouvernement lutte contre les problèmes de chômage, de pauvreté et d'inflation, plus ces problèmes s'aggravent. Je pense sérieusement qu'il est temps que le gouvernement

L'inflation

actuel trouve d'autres solutions et essaie de trouver les causes du taux de chômage beaucoup trop élevé, du taux d'inflation qui augmente beaucoup trop vite, ainsi que celles de tous les problèmes qui s'ensuivent. Cette situation est devenue intolérable car, étant donné le taux d'inflation que nous connaissons actuellement, il est presque devenu impossible d'économiser aujourd'hui, parce que l'inflation nous enlève les revenus que nous pourrions tirer de notre économie.

● (1700)

Comme on peut le constater, nous courons au désastre. Il est temps, madame le président, que le gouvernement fédéral voie à prendre les dispositions nécessaires afin que tous les Canadiens disposent du pouvoir d'achat nécessaire pour faire honneur à la production canadienne, ce qui aurait pour effet de stimuler la demande. Le gouvernement actuel a une manière simple et connue de manquer à son devoir, à ses obligations et d'oublier les problèmes actuels. Si l'on en juge par la façon de procéder de ce dernier, on s'aperçoit qu'il est incapable de considérer le présent objectivement, il se contente de se replier sur le passé ou encore de rêver. Les ministériels parlent, discutent des problèmes du futur sans se préoccuper des problèmes que l'on devrait solutionner aujourd'hui. Pendant ce temps, les problèmes s'accroissent et s'aggravent, étant donné que les responsables de leurs solutions sont «pris» dans les rouages du conditionnement ou de l'habitude. Et cependant, le présent ne peut s'administrer sur les traces de nos prédécesseurs.

Nous, du Parti *Crédit Social* du Canada, préconisons depuis de nombreuses années des solutions précises pour contrecarrer les effets désastreux de l'inflation. Nous sommes convaincus que ces solutions sont notre seul espoir d'éviter une retentissante faillite de notre économie. D'ailleurs, une de ces solutions est la mise en vigueur d'un revenu minimum garanti, pouvant permettre à chaque Canadien de vivre convenablement, selon les possibilités de la production canadienne. Nous, *créditistes*, n'hésitons pas à mettre de telles mesures en application, car il faut assurer à la famille un revenu convenable. D'ailleurs, la solution, nous la possédons depuis de nombreuses années. Nous pensions sérieusement que le gouvernement avait compris, le 18 février dernier, lorsque le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) a annoncé dans un communiqué, lu à la Conférence fédérale-provinciale des ministres du Bien-être, son intention d'établir un régime de revenu garanti, ainsi que des mesures d'incitation à l'emploi.

En fin de compte, le principal objectif visé par ce programme est d'offrir à ceux qui travaillent des revenus plus élevés que ceux que touchent ceux qui sont en chômage, avec le soutien de l'État. En réalité, ce programme qui ne s'applique que si les gens n'ont pas d'emploi, n'a rien de commun avec le programme du *Crédit social* qui prévoit verser à tous un revenu annuel garanti indépendamment de l'emploi et du salaire des bénéficiaires.

En définitive, ce programme gouvernemental fait une véritable farce de ce que doit être un revenu garanti versé à tous sans discrimination. Ce système, encore plus complexe que les programmes actuels d'aide sociale, coûtera plus cher que le système actuel et ne fera qu'accommoder les vieux systèmes d'aide et de bien-être social. Qu'il soit désirable de contrôler l'inflation cela est indiscutable. Mais lorsqu'on voit quelles sont les attitudes adoptées par les partis politiques fédéraux à ce sujet, il est à se demander réellement si ce n'est pas l'inverse qu'ils désirent. En